



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 142 MARS / AVRIL 2001 - 20 F

ISSN 0989-3237

LA DROITE A GAGNÉ UNE BATAILLE, MAIS...

par **JACQUES ROUGEOT**

professeur à la Sorbonne

Première partie

A l'issue des élections municipales, on a envie de parodier, en l'inversant, la célèbre formule du général de Gaulle en 1940 et de dire : la droite a gagné une bataille, mais elle n'a pas encore gagné la guerre. La guerre qu'il s'agit de gagner, ce sont évidemment les deux élections nationales de 2002. Les enseignements qui se dégagent du dernier scrutin peuvent nous y aider.

Mais d'abord, est-il bien sûr que la droite ait remporté la victoire ? A en croire la plupart des médias, l'affrontement se serait plutôt terminé par un match nul, les nombreux succès de la droite

étant compensés par les résultats de Paris et de Lyon. En fait, cette analyse, qui se présente sous les apparences de l'objectivité, est l'un des visages que prend la désinformation, activité dans laquelle les médias de gauche (c'est presque un pléonasme) déploient une impressionnante virtuosité.

Ce qui compte, en effet, c'est bien de voir quelles sont les tendances profondes de l'opinion que révèle ce scrutin. Dans l'ensemble de la France, les résultats sont trop convergents pour qu'on puisse les interpréter autrement que comme une vic-

toire de la droite. Quant à Paris et à Lyon, un examen attentif fait apparaître que non seulement ces deux villes ne suffisent pas à contrebalancer le reste du pays, mais même qu'elles ne sont pas en contradiction avec la tendance générale : la défaite de la droite n'est pas due à une évolution de l'électorat vers la gauche, mais à des manœuvres stratégiques de grande ampleur et aussi à des fautes imputables à quelques personnes dont il faut bien aujourd'hui dénoncer la responsabilité.

PARIS : LA MACHINE A PERDRE

Prenons d'abord le cas de Paris. Reportons-nous à peu près un an en arrière. Quelle était alors la situation ? Le maire en place, Jean Tibéri, était en permanence la cible d'une campagne politico-médiatico-judiciaire d'une violence inouïe, destinée à le détruire personnellement. Un juge d'instruction, agissant plutôt à la manière d'un chien de chasse que d'un homme de justice, n'hésitait pas à violer les règles de la procédure et à divul-

guer très largement, par le canal des médias complices, des pièces qui, à ce stade, auraient dû rester secrètes mais qui étaient censées accabler le gibier poursuivi. En fait, malgré son acharnement, il n'est jamais parvenu à faire condamner Jean Tibéri, qui est donc innocent aux yeux mêmes de la justice. Mais qu'importent les principes ? A une époque et précisément dans un domaine où règne l'opinion, l'innocence ou la culpabilité pè-

sent beaucoup moins lourd que la réputation fabriquée par les médias. La réputation du maire de Paris fut donc pilonnée avec un zèle d'autant plus grand que, au-delà de son personnage, c'était celui de son prédécesseur, aujourd'hui président de la République, qui était visé.

Après avoir écrasé l'objectif par ces tirs d'artilleries meurtriers, on mit en action une autre pièce du dispositif : les sondages. Ceux-ci révélèrent, ô mi-

racle !, que Jean Tibéri était considéré par les Parisiens (et sans doute par tous les Français) comme une sorte de voyou tricheur qui serait le plus mauvais candidat possible à sa propre succession. Panique dans la classe politique de droite. N'existait-il donc pas un sauveur à qui l'on pût donner les pleins pouvoirs pourvu qu'il fût en mesure d'arracher la capitale aux griffes rapaces d'un candidat de gauche (on parlait alors de Dominique Strauss-Kahn ou de Jack Lang) ? La rumeur, venue on ne sait d'où (mais on peut toujours faire des hypothèses), répandit alors à tous les échos le nom de Philippe Séguin. Lorsque lesdits échos se furent fait largement entendre par toute la population, on eut derechef recours aux sondages, qui ne se firent pas prier pour dégorger le nom qu'on avait fait avaler, entre autres, au fameux « échantillon représentatif » : Philippe Séguin était bien un sauveur, ou plutôt le sauveur, le seul capable de conserver la capitale à la droite.

Il se trouva alors nombre d'esprits malveillants pour remarquer que cet adoubement de Philippe Séguin en tant que chevalier blanc pourrait lui valoir un prestige qui en ferait un concurrent tout naturel pour Jacques Chirac à l'élection présidentielle, ce qui arrangeait bien les affaires de Jospin. Certes, dans cette hypothèse, Paris serait perdu pour la gauche, mais c'était le prix à payer pour gagner l'Elysée, un prix d'autant plus raisonnable que la gauche considèrerait que, de toute façon, elle avait peu de chances de conquérir Paris. Pour être plus sûre de n'en avoir à peu près aucune, elle désigna Delanoë, un troisième couteau programmé pour le sacrifice.

La droite, particulièrement le RPR, tira de tout cela la conclusion qu'elle n'avait d'autre solution que de remettre à Philippe Séguin les clefs de la capitale sur un coussin de velours, résignée d'avance à lui passer ses quatre volontés. A vrai dire, cette soumission inconditionnelle n'enthousiasma pas

grand monde parmi les dirigeants RPR ni à l'Elysée. Mais ils avaient été convaincus par un argument sans réplique : les Sondages, forme moderne de l'Esprit Saint, avaient répandu la lumière de la vérité dans les âmes les plus rebelles. C'était Séguin ou la mort politique. Comment résister à la *vox populi*, qui se confondait plus que jamais avec la *vox Dei* ? Tels sont les faits. Ils sont bien différents, on le voit, de l'affirmation couramment émise selon laquelle la candidature de Philippe Séguin aurait été imposée par Michèle Alliot-Marie et par un nébuleux entourage élyséen. La présidente du RPR a même résisté autant qu'elle a pu. Mais le matraquage des médias et du tout-Paris a été le plus fort.

Et puis, on connaissait le personnage de Philippe Séguin. On savait que, lorsqu'il est contrarié, il est capable des éclats les plus violents comme des renoncements les plus subtils, selon la phase éruptive ou dépressive où il se trouve dans les comptes compliqués qu'il a à régler avec lui-même. Il fallait donc le manier aussi précautionneusement qu'une bonbonne de nitroglycérine. On accorda à la divinité courroucée les sacrifices qu'elle exigeait : celui de Tibéri (en totalité), celui de Toubon (à moitié). On suivit ses mouvements de yo-yo entre la première et la quatrième place de sa propre liste.

Mais, après tout, cela aurait pu être considéré comme les côtés anecdotiques d'un personnage au fort tempérament, s'il s'était révélé comme un chef de file galvanisant les énergies et appliquant une stratégie efficace. Quelles étaient donc les données essentielles qui devaient inspirer une stratégie rationnelle ? Paris a élu en 1995, comme lors de tous les scrutins précédents, une majorité de droite. Paris vote à droite : c'est une constante en vigueur de longue date. Conclusion d'un esprit simple : Paris est une place qu'il s'agit pour la droite de conserver (et non de conquérir) et, pour la conserver, il faut gar-

der à peu près la même majorité, c'est à dire rassembler le plus largement possible les électeurs qui la composent, donc tous les électeurs de droite.

Mais la simplicité a sans doute quelque chose de trivial. Aussi le chef de file désigné de la droite claironna-t-il avec obstination son thème de campagne : il appliquerait une « stratégie de rupture ». Rupture avec une nébuleuse généralement désignée comme « le système en place ». Comme une tornade blanche, Séguin allait purifier l'atmosphère parisienne empestée par la pollution morale. Implacablement fidèle à sa logique délirante, il n'hésitait pas à proclamer : « Le véritable changement, c'est nous ! ». Ainsi se trouvaient avalisées sans autre forme de procès, c'est bien le cas de le dire, les formidables campagnes médiatiques dirigées contre la mairie de Paris, alimentées par tous les bruits, rumeurs, fuites et autres révélations. C'était forcément la vérité pure, puisque tous les médias de gauche le martelaient à longueur de journée. Et puis, quand un mouvement aussi puissant est lancé, il va jusqu'à son terme, irrésistiblement. Ce gigantesque chaudron de sorcière qui bouillonnait en permanence à l'Hôtel de Ville, Tibéri l'avait alimenté, mais il ne l'avait pas créé. Le véritable responsable (et coupable), c'était son prédécesseur. Pour les esprits obtus qui n'auraient pas encore tout compris, Monsieur Barre révélait le nom de l'indigne : Jacques Chirac. Les médias, objectifs et respectueux, répercutèrent amplement l'oracle prononcé par ce modèle de vertu politique.

Tout cela, bien entendu, au nom de la morale et de la vérité. La semaine séparant les deux tours fut mise activement à profit pour jeter de l'huile sur le feu. Le candidat officiel à la mairie, dopé par les 18% récoltés par sa liste, fut accueilli chaleureusement par les rédacteurs du *Monde*, ravis de lui donner l'occasion d'ironiser avec une sorte d'allégresse morbide sur la « prime à la casserole » pour expli-

quer, entre autres, le bon résultat de Jean Tibéri et d'illustrer son bon mot en exhibant un exemplaire de cet ustensile de cuisine. Un tel festival d'esprit pétillant et de bon goût était bien de nature à attirer les suffrages des électeurs tibéristes du premier tour (sinon tous, du moins les plus masochistes d'entre eux). C'est sans doute aussi en pensant donner du plaisir aux électeurs masochistes de droite que Philippe Séguin avait fait campagne pour la « ré-

gularisation » des clandestins et pour le droit de vote aux immigrants venus des pays francophones. Tourner Delanoë sur sa gauche, quel coup fumant ! Il semble malheureusement que les électeurs du XVIII^{ème} arrondissement, aux premières loges pour connaître les problèmes de l'immigration, n'aient pas apprécié à leur juste valeur les pitreries de l'artiste.

Ainsi avons-nous vu fonctionner sous nos yeux atterrés l'une des plus belles machines à

perdre que la droite, pourtant experte en la matière, ait jamais confectionnées. Que cette machine ait failli ne pas produire la défaite pour laquelle elle semblait programmée, que la droite reste même majoritaire en voix à Paris, voilà qui ne nous aidera pas à nous consoler qu'on ait remis gratuitement les clefs de la capitale à la personnalité blafarde qui sera censée la représenter pour au moins six ans.

LYON : L'HÉRITAGE DE MONSIEUR BARRE

Avec le cas de Lyon, nous quittons les inquiétantes zones d'ombre de l'irrationnel pour nous retrouver sur le terrain plus familier de la politique politicienne avec, malheureusement, des résultats semblables. Pourtant, à l'issue du premier tour, on pouvait vraiment se demander comment il était possible de faire cadeau de la ville à une gauche qui n'avait rassemblé que le tiers des suffrages. Ce tour de force ne s'explique que parce que le terrain avait été préparé de longue date.

Le terrain de la défaite, pour la droite, c'est évidemment celui de la division. Division traditionnelle entre le RPR et l'UDF, laquelle considère que Lyon est pour elle un apanage qu'il ne faut surtout pas laisser dans les mains du RPR. La situation se complique du fait de la présence de Charles Millon, qu'on a d'abord voulu éliminer du jeu parce qu'il aurait été, selon les barristes, contaminé à perpétuité par son acceptation, naguère, des voix du Front national au Conseil régional, mais qui s'est réintroduit de force dans le jeu grâce à ses résultats du premier tour. Le candidat tête de liste de l'UDF et chef de file de la coalition de droite, M. Mercier, estimant que ses résultats du premier tour ne lui permettent pas de se maintenir au second, la première place revient mécaniquement au professeur Dubernard, RPR, futur maire de Lyon en cas de victoire de la droite. Voilà une hypothèse que ne saurait souffrir le gourou local, monsieur Barre. Pour lui, la solution est toute trouvée. Les socialistes, surtout les socialistes

lyonnais, sont des gens très fréquentables. Si, pendant la campagne, il a dit, du bout des lèvres, qu'il souhaitait la victoire de la droite, il n'a pas manqué d'ajouter que la victoire de la gauche ne serait pas une catastrophe. Aussi les socialistes ne manquent-ils pas une occasion de dire à quel point il est agréable et profitable de travailler avec monsieur Barre, un homme raisonnable, à qui la ville de Lyon doit beaucoup. Ils ont d'ailleurs donné des gages indiscutables de leurs bons sentiments, par exemple en élisant la très barriste Mme Comparini à la présidence du Conseil régional. En somme, pour la gestion de la capitale des Gaules, ce sont eux les véritables héritiers de monsieur Barre. Monsieur Barre n'a certes pas fait campagne pour le candidat socialiste (c'eût été déplacé), mais certains de ses amis se sont ralliés à celui-ci. C'est ce qu'on appelle, dans le jargon actuel, lancer un signal fort. Signal reçu cinq sur cinq : grâce aux défections des électeurs de droite refusant de voter pour un RPR. M. Collomb est maire de Lyon.

Monsieur Barre peut prendre sa retraite en toute sérénité : son héritage est en de bonnes mains.

Et puis, il n'est sans doute pas le seul à se réjouir de cet heureux dénouement. M. Giscard d'Estaing, et surtout M. Bayrou, auraient préféré que le volatil M. Mercier, bon UDF de base, eût été élu. Mais du moins le pire a-t-il été évité : Lyon n'est pas tombé dans l'escarcelle du RPR, et indirectement de Jacques Chirac. Après l'instauration

du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, voilà une troisième action menée en commun par ces trois bons et francs amis. Ce n'est pas leur faute si chaque coup a été un croche-pied fait à Jacques Chirac. Eux, ils travaillent pour le bien de la France, qui se confond avec l'élection de M. Bayrou à la présidence de la République.

Monsieur Barre, il faut l'avouer, est constant dans l'application de ses principes. Par exemple, en 1988, après la réélection de Mitterrand et la dissolution de l'Assemblée nationale, il avait déclaré, pendant la campagne législative, qu'il convenait que la nouvelle Assemblée eût une majorité socialiste pour soutenir l'action du président de la République. Lui qui devait toute sa carrière à la droite et qui avait reçu toutes ses fonctions sur un plateau sans avoir à les conquérir, il a toujours affecté de s'élever au-dessus de la mêlée, comme si un engagement franc et net eût été une compromission dégradante. Lui qui se présentait comme foncièrement étranger à ce qu'il appelait dédaigneusement le « microcosme », il fut en fait le grand bénéficiaire de ce microcosme politico-médiatique, qui continua à lui accorder de l'importance et à gonfler son personnage alors même qu'il ne disposait d'aucune fonction de premier plan. Habile homme, on le voit, dont la plus grande habileté a consisté à faire croire qu'il en était dépourvu. Aujourd'hui, comme disaient les Latins, la fin couronne l'ouvrage.

COMMUNIQUE DE PRESSE du 20 février 2001 :

**LES KURDES CLANDESTINS
NE DOIVENT PAS RESTER EN FRANCE**

Le **Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.)** attire l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur la gravité de la situation créée par le débarquement clandestin de près d'un millier de Kurdes sur le rivage méditerranéen de notre pays.

S'il est vrai que la France doit faire preuve à l'égard de ces malheureux de compassion et d'humanité, notamment en ce qui concerne leur état sanitaire, il est non moins vrai qu'elle ne saurait compromettre l'avenir par une attitude de faiblesse. Permettre même à une partie seulement d'entre eux de rester sur notre sol, ce serait donner un signal qui, de toute évidence, déclencherait de semblables opérations de débarquement qui ne manqueraient pas de se multiplier sans fin et auxquelles nous ne pourrions plus, ni moralement ni pratiquement, nous opposer, avec toutes les conséquences catastrophiques qui s'ensuivraient.

L'histoire montre que le pacifisme bêlant provoque le conflit et prépare la défaite. Aujourd'hui de même, la faiblesse, sous couleur de bons sentiments humanitaires, serait une forme de lâcheté et rendrait inextricable à bref délai une situation déjà très difficile, au détriment à la fois de la France et de ceux qui seraient censés être les bénéficiaires.

De plus, le **M.I.L.** constate avec regret que les Kurdes, bien loin d'exprimer leur reconnaissance à l'égard de notre pays, ont eu comme premier geste d'organiser une manifestation pour réclamer des conditions d'accueil plus favorables.

On a déjà dit, sans en tirer les conséquences, que la France ne saurait se charger de toute la misère du monde. A plus forte raison, aujourd'hui, elle ne peut se permettre d'importer sur son territoire tous les conflits et toutes les revendications du monde, avec leur inévitable cortège de violences, comme on l'a vu récemment, une fois de plus, près de Calais. Quelle que soit la compassion très légitime que l'on éprouve pour les très nombreux habitants de la planète qui vivent mal dans leur pays et qui aspirent à le quitter, le **M.I.L.** estime que l'intérêt de la France, bien absent des déclarations officielles, mérite aussi d'être pris en considération et n'est pas indigne de la sollicitude du gouvernement français, fût-ce celui de la gauche plurielle. Il appartient donc aux autorités responsables de mettre au point les procédures juridiques et pratiques permettant de ne pas laisser se prolonger le séjour sur notre sol de personnes qui n'ont pas qualité pour y être.

Si l'on ne veut pas que ce débarquement clandestin soit le premier d'une longue série, une exigence s'impose à l'évidence : **la tolérance zéro.**

COMMUNIQUE DE PRESSE du 12 mars 2001

(en vue du deuxième tour) :

Le 18 mars, UN DEVOIR CIVIQUE : BATTRE LA GAUCHE

Le **Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.)**, avec le président de son comité d'honneur, le général **Alain de Boissieu**, et son président, **Raoul Béteille**, lance un appel à la mobilisation des électeurs de droite.

Le MIL constate que, au-delà des analyses politiques de détail, la grande leçon du scrutin du 11 mars réside dans la déroute des campagnes de mise en condition des électeurs menées par les médias, en particulier par l'utilisation massive de sondages fallacieux. Le décalage entre les prévisions et les résultats s'explique dans bien des cas par une volonté manifeste de manipulation de l'opinion, mais, plus profondément, il révèle qu'il existe un fossé béant entre les Français dans leur réalité et le petit monde de ceux qui prétendent en être les interprètes.

Le scrutin du 11 mars confirme de façon spectaculaire l'existence d'un autre fossé : entre les électeurs de droite et les contorsions affligeantes de trop nombreux dirigeants politiques qui oublient que leur première mission est de faire éclater la chape qu'une gauche minoritaire mais habile manœuvrière fait peser sur la France pour l'étouffer.

Les résultats du 11 mars doivent donc être considérés comme un encouragement pour la droite et comme un ordre de mission. Le MIL lance un appel pressant aux dirigeants politiques afin qu'ils appliquent en toutes circonstances la tactique d'union la plus efficace pour battre la gauche. Ceux qui refuseraient de jouer le jeu et qui provoqueraient la défaite de la droite pourraient tirer un trait définitif sur leur carrière.

Le **Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.)** s'adresse surtout aux électeurs de droite, qui sont majoritaires en France et qui tiennent le résultat du second tour entre leurs mains. Il leur demande de voter massivement, sans arrière-pensées ni états d'âme, pour les listes de droite les mieux placées pour l'emporter.

De nombreuses villes sont gagnables, mais aucune n'est gagnée d'avance. La volonté de vaincre et la mobilisation sans faille sont les conditions de la victoire.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L

Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181

Directeur de la publication : **R. BÉTEILLE**

Co-directeur de la publication : **G. FLICOURT**

DEMANDE D'ADHÉSION

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone Portable Fax Email
Date et lieu de naissance Voulez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
Profession

- désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
 désire soutenir financièrement l'action du MIL et verse :
 100 F 200 F 300 F 500 F ou plus
 déclare adhérer du M.I.L. :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 250 F Cotisation couple : 250 F
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 500 F Cotisation simple : 150 F
 Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 1.000 F Cotisation chômeur : 50 F
 désire s'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :
 Abonnement simple 200 F Abonnement de soutien : à partir de 1.000 F
Date Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L, 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois perret tél. 01 47 57 34 44

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.